

Tous les jours, en page 3,
nous publions un bon pour
notre Grand Concours :
Qui sera
Président de la République ?

LE NOUVEL EMPRUNT 5 % DEVANT LA CHAMBRE EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.306. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes. — Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. — NAPOLÉON
Pierre Lafitte, fondateur. Téléphone : Gutenberg 02-73 - 06-75 - 15.00. — Adresse télégr. : Excelsior-Paris. 80, rue d'Anglemont, Paris.

MARDI
30
DÉCEMBRE
1919

Tant que tu vivras
cherche à t'instruire : ne présume
pas que la vieillesse
apporte avec elle
la raison. SOLON.

LE RATTACHEMENT ÉCONOMIQUE DE L'ALSACE-LORRAINE A LA FRANCE

LE PROJET DE CONSTRUCTION DES NOUVELLES VOIES FERRÉES ET DES NOUVEAUX CANAUX



CARTE DU RÉSEAU DES VOIES DE COMMUNICATION PROJÉTÉES POUR L'AMÉLIORATION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX AVEC NOS PROVINCES DE L'EST

Le retour de l'Alsace-Lorraine à la France et l'exploitation des bassins houillers de la Sarre et de la Ruhr vont donner lieu à des échanges commerciaux extrêmement importants. L'administration des travaux publics s'est préoccupée d'améliorer et de développer le réseau des voies de communication entre les provinces de l'Est et le reste de la France. Déjà, un projet de loi a été voté par la Chambre pour la

création de deux nouvelles lignes traversant les Vosges : celle de Saint-Dié à Saales et celle de Saint-Maurice à Wesserling. En outre, on a entrepris le raccordement de Frouard, le quadruplement de la section Frouard-Pagny-sur-Moselle, etc. Le ministre des Travaux publics va déposer à la Chambre un autre projet de loi concernant la construction des voies ferrées et canaux qui sont représentés sur notre carte.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSEQUENCES DE LA PLUIE

AU PALAIS-BOURBON

C'EST LE 17 JANVIER PROCHAIN QUE SERA DESIGNÉ A VERSAILLES LE SUCCESEUR DE M. POINCARE

Les préparatifs et la « cuisine » de l'élection dans la salle du congrès racontés par un vieux gardien du palais de Versailles.

COMMENT ON FAIT UN PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

En dépit des objections fondées sur des raisons d'ordre matériel, il semble définitivement acquis que l'Assemblée nationale se réunira le 17 janvier, à Versailles, pour procéder à l'élection du président de la République.

Très prochainement, un décret sera pris à cet égard par le gouvernement, qui estime que le délai est suffisant entre le 11 janvier — date des élections sénatoriales — et le 17 janvier, date choisie pour l'élection présidentielle.

Evidemment il n'y aura pas de temps à perdre pour accomplir toutes les opérations préliminaires : constitution du nouveau Sénat, vérification des pouvoirs, élection du bureau, convocation de l'Assemblée nationale.

Le Sénat, en effet, se réunira le 13 janvier. A cette date, grâce à l'emploi d'envoyés spéciaux, qui seront chargés d'apporter les dossiers électoraux aussitôt après le scrutin, et qui viendront à Paris par chemin de fer ou par autos, la haute Assemblée sera en possession de tous les dossiers. La vérification des pouvoirs pourra être faite dès le lendemain 14, et l'élection du bureau aussitôt après. Dès le 15 janvier, donc, le président du Sénat — qui est en même temps président de l'Assemblée nationale — commencera à procéder à la convocation des membres du congrès, et il aura le temps matériel de le faire.

Enfin, la tradition sera respectée, et il y aura, le 15 ou le 16, au Luxembourg, une réunion préliminaire des deux Chambres, qui désignera un candidat à l'élection.

Au Palais de Versailles

C'est à Versailles que se réunira, conformément à la tradition, le congrès des députés et des sénateurs qui procédera à l'élection du nouveau président.

Dès des équipes d'ouvriers ont pénétré dans les salles du palais de Louis XIV, pour préparer des appartements, qui serviront pendant quelques heures à peine, et mettre en état la salle du congrès. Marbres, menuiseries, peintures, tapisseries, électriciens, ouvriers des P. T. T., avec une sage mesure, nettoient, brossent, repassent.

Ce ne sont, à l'heure actuelle, dans la salle splendide, que madriers, copeaux, éplais, meubles et chaises en braille-bas, lapis et tentures roulés, plâtres et poussières.

Un vieux gardien qui surveille ces travaux d'un œil sceptique — il en a tant vu, d'élections présidentielles — lui a bien voulu me documenter sur l'ordre et la marche du cortège, si j'ose m'exprimer ainsi.

La salle du congrès, m'a-t-il dit, qui était un théâtre au temps des rois, est vaste. En bien ! le jour de la grande cérémonie, elle est trop petite, tant elle doit loger de gens.

Depuis sept ans, aucune réparation n'y a été faite. Il faut renouveler le décor. Les fauteuils de l'hémicycle sont au nombre de 886. Comme il y aura 625 députés et 215 sénateurs, soit 840 personnes à placer, on mettra des chaises dans les travées pour que tous les électeurs puissent s'asseoir.

Les fauteuils vont être minutieusement brossés, et vous n'imaginerez pas ce qu'ils renferment de poussière. Les galeries et les tribunes réservées au public seront également remises en état et parées. Des lampes électriques seront installées sous la voûte. Des ouvriers des P. T. T. sont déjà venus brancher des canalisations de fils. Et l'on va, dit-on, installer un appareil de T. S. F. pour faire connaître au monde entier le résultat de l'élection, aussitôt qu'il sera proclamé. Tandis que mon cicérone parle ainsi, j'examine la salle.

Au fond de l'hémicycle, une vaste estrade se dresse avec une tribune de bronze et d'acier massif que domine le fauteuil du président du congrès, une véritable chaise curule. Au mur, une toile de Goudier, l'« Ouverture des États Généraux », et deux tapisseries des Gobelins : Versailles et les Tuileries. Au-dessous de la tribune, une ligne table où prendront place trois secrétaires rédacteurs. Sur les côtés, deux pupitres pour les sténographes. Derrière le fauteuil présidentiel, une petite table et deux chaises destinées aux secrétaires généraux du Sénat et de la Chambre.

Au-dessus de l'hémicycle, les galeries et les tribunes où s'entassera la public, c'est-à-dire les privilégiés bénéficiaires des cartes qui seront mises à la disposition du Sénat, de la Chambre, du corps diplomatique, de l'Élysée, des ministères, du Conseil d'État, de la Préfecture de la Seine, de la Préfecture de police, de la presse. Il y a la 330 places. On y logera bien le triple d'invités.

L'Assemblée nationale dispose, en outre, de onze salles : le grand vestibule, qui s'orne du Voltaire de Houdon, et où se tiendront les secrétaires chargés de remettre les bulletins de vote aux électeurs, la salle de Marenco, réservée aux scrutateurs qui noteront les votes, la galerie des bustes, qui servira de salle d'attente, deux salons transformés en bureaux et buvettes, un salon qui deviendra un lavabo, deux salons réservés aux secrétaires généraux du Sénat et de la Chambre, et d'autres salons pour le président du Sénat et les ministres.

Ce n'est pas tout. Au premier et au deuxième étages, des appartements seront réservés aux présidents du Sénat et de la Chambre. Un autre appartement sera spécialement aménagé pour le futur élu du congrès. Cet appartement comprendra deux grands salons, une salle à manger de cinquante couverts, une chambre à coucher, des cuisines, — tout cela luxueux et confortable.

GALERIES VAISSIER 34 rue Drouot PARIS

A l'occasion des fêtes, hautes nouveautés en bijoux, coiffures.

Demandez partout tous articles garantis, aluminium, casseroles deux becs etc., moulins à café etc., portant tous la marque "GRATIEUX"

LA MONTÉE DE LA SEINE VA CONTINUER D'ICI VENDREDI

On prévoit que le maximum ne dépassera pas, le 2 janvier, 5^m 50 au pont d'Austerlitz, alors que l'an dernier, au même endroit et à pareille époque, la cote atteignait 6^m 11.

DES MESURES ONT ÉTÉ PRISES AU CAS OU LA CRUE S'AGGRAVERAIT



LA MONTÉE DES EAUX DE LA SEINE DANS PARIS (Photographie prise, hier après-midi, en amont de la Cité)

Par suite de la persistance des pluies, la Seine continue à monter. Le service hydrométrique prévoit, d'ici au 12 janvier, la cote de 5 m. 30 au pont d'Austerlitz. Si cette prévision se réalise, le service de la batellerie se trouvera en grande partie suspendu. Néanmoins, nous serons encore loin de la cote de janvier 1910, qui fut, le 28 de ce mois, de 6 m. 62.

3^m 96 au pont d'Austerlitz

Dans la soirée, M. Jules Gels, sous-secrétaire d'État au ministère des Travaux publics, communiquait la note suivante :

Au pont d'Austerlitz la Seine était, le 29 décembre, à 9 heures du matin, à la cote 3 m. 92 et, à 2 heures de l'après-midi, à la cote 3 m. 96.

Les renseignements venus de l'Avant-Meuse, Yonne, haute Seine, Grand Morin, indiquent que la montée va continuer.

Tous les renseignements actuels permettent cependant de croire que le maximum sera établi dans la journée de vendredi prochain et ne dépassera pas 5 m. 30 au pont d'Austerlitz.

L'an dernier, à pareille époque, au moment de la crue, exactement le 10 janvier, à 3 heures du matin, la Seine a atteint 6 m. 11 au pont d'Austerlitz.

D'ailleurs une conférence a été tenue, ce matin, au ministère des Travaux publics, au cours de laquelle ont été décidées toutes les mesures utiles.

En dépit des nouvelles plus ou moins rassurantes, et instruits par la cruelle expérience, les riverains commencent à prendre d'eux-mêmes toutes les précautions possibles contre une hausse persistante des eaux. D'autre part, la navigation tout le long du fleuve est des plus actives. Au pont d'Austerlitz, on se hâte de décharger les nombreuses péniches qui y sont amarrées ou qui y abordent. Au pont du Louvre, on a pu mettre à l'abri de l'inondation les cargaisons qui s'y trouvaient ; mais au pont de la Gare-de-Ville, les stocks de pierre et le sable déparaisissent presque sous les flots tumultueux. Sur nombre de quais de déchargement, des marchandises et des matériaux de toutes sortes sont submergés.

Le pont de la Gare-de-Ville est à moitié envahi par les eaux.

Les précautions prises

En amont de Paris les barrages ont été levés.

Des mesures ont été prises en ce qui concerne la sauvegarde des quartiers plus particulièrement menacés : le quai Mirabeau, le quai de la Gare, la rue de Tolbiac, etc.

Pour les rives riveraines d'Austerlitz, d'Orsay et des Invalides qui, on s'en souvient, avaient été inondées en 1910, les issues ont été bouchées avec du ciment.

Enfin, le nombre des pompes de secours a été doublé.

Dans la Côte-d'Or

Dijon, 29 décembre. — Dans la vallée de la Seine, la crue cause de graves inquiétudes.

Dans la traversée de Dijon, le débordement de l'Ouche, grossie par les pluies récentes, a jeté la perturbation dans le quartier de l'hôpital et celui des blanchisseries. Dans le quartier du Goutin, le mur de soutènement de la passerelle s'est effondré sous la poussée des eaux et, dès cette nuit, des travaux ont été entrepris pour protéger les riverains.

La crue du Rhône

Marseille, 29 décembre. — Le Rhône continue son mouvement ascensionnel ; il cote 1 m. 92 au-dessus de l'écluse.

LES INONDATIONS DE NANCY

Nancy, 29 décembre. — Le service des ponts et chaussées faisait prévoir, hier, une nouvelle crue. Les événements ont justifié les craintes.

Pendant la nuit dernière, la Meurthe a envahi des quartiers où elle avait causé déjà de terribles ravages. Dans la journée, la rue de Tomblaine a été sillonnée de barques et de fourgonnets militaires transportant les habitants.

Dans la région nançote, on signale partout d'immenses actes de dévouement, comme par exemple à Flavigny, où l'État de la Meurthe a rendu les sauvetages particulièrement difficiles.

Les communications sont toujours interrompues entre Nancy et Metz. Les trains sont détournés par Conflans, déterminant dans cette gare un embouteillage qui entraîne pour les services des retards considérables.

La Sarre chargée de grandes quantités de bois provenant de dépôts qu'elle a détruits dans les vallées des Vosges et de la Moselle a rendu les sauvetages particulièrement difficiles.

La Sarre chargée de grandes quantités de bois provenant de dépôts qu'elle a détruits dans les vallées des Vosges et de la Moselle a rendu les sauvetages particulièrement difficiles.

La Sarre chargée de grandes quantités de bois provenant de dépôts qu'elle a détruits dans les vallées des Vosges et de la Moselle a rendu les sauvetages particulièrement difficiles.

La Sarre chargée de grandes quantités de bois provenant de dépôts qu'elle a détruits dans les vallées des Vosges et de la Moselle a rendu les sauvetages particulièrement difficiles.

La Sarre chargée de grandes quantités de bois provenant de dépôts qu'elle a détruits dans les vallées des Vosges et de la Moselle a rendu les sauvetages particulièrement difficiles.

La Sarre chargée de grandes quantités de bois provenant de dépôts qu'elle a détruits dans les vallées des Vosges et de la Moselle a rendu les sauvetages particulièrement difficiles.

LE PROJET D'EMPRUNT DEPOSE PAR LE MINISTRE DES FINANCES FUT VOTÉ HIER PAR LA CHAMBRE

Il sera réalisé sous forme de rente 5 0/0, amortissable en 60 ans par tirages semestriels, à raison de 150 francs par titre de 100 francs.

M. KLOTZ FAIT L'EXPOSE DE LA SITUATION FINANCIERE

Comme il l'avait annoncé, le ministre des Finances a déposé hier à la Chambre, le projet d'emprunt que le Conseil des ministres avait approuvé dans la matinée, et dont les divers articles et l'ensemble ont été votés dans la soirée par l'Assemblée.

Au cours de la discussion, M. Klotz a fait, d'autre part, sur notre situation financière, un important exposé, dont on lira plus loin les détails, qui a été écouté avec une attention soutenue.

La discussion générale fut très brève. M. Klotz donna simplement lecture de l'exposé des motifs qui étaient indiquées ses dispositions principales.

Le projet d'emprunt sera réalisé en rentes 5 0/0, amortissables en soixante ans par voie de tirages semestriels, qui commenceront dès première année. Le prix de remboursement des titres sortis au tirage sera de 150 francs par 5 francs de rente, soit cent cinquante pour cent du capital nominal ; en d'autres termes, la prime dont, par le jeu des tirages, bénéficieront les porteurs de l'emprunt, sera de cinquante pour cent du capital nominal.

Les bons de obligations de la Trésorerie nationale, les bons ordinaires du Trésor seront, comme pour les autres emprunts effectués au cours de la guerre, admis en libération des souscriptions. Y seront également admis, pour leur montant intégral et sans déduction d'aucun escompte, les arrérages à échoir avant le 31 mars 1921 des rentes sur l'État.

De même que les précédentes, les nouvelles rentes seront exemptes d'impôt.

Au nom de la commission des crédits, M. André Lefèvre déposa aussitôt un rapport favorable. Il souligna, cependant, qu'en tenant compte de la prime de remboursement de cinquante francs le taux d'intérêt du nouveau titre serait sensiblement le même que ceux des emprunts précédents.

C'est, en somme, dit-il, un titre de 150 francs que l'on va émettre aux environs de 100 francs.

Comme M. Deschanel venait de donner lecture de l'article 1^{er}, le ministre des Finances, muni d'un fort volumineux dossier, prit possession de la tribune. Et il s'empêcha d'annoncer qu'il en avait pour très longtemps.

L'exposé de M. Klotz

Le ministre débuta par un historique des budgets d'après-guerre, dont il montra la progression, lente, mais constante, jusqu'en 1913. Il rappela notre situation à la mobilisation : l'emprunt émis à la veille de notre entrée en pleine crise de notre marche financière.

La guerre venue, on dut recourir aux avances de la Banque de France, autorisée de nouvelles émissions de billets. D'autre part, les votes de crédits se succédèrent. Nous sommes arrivés à un total de 209 milliards.

Le grandeur du sacrifice financier consenti pendant la guerre était justifiée par la nécessité de doter notre armée de l'outillage nécessaire, dit M. Klotz. C'est ainsi qu'on a dépensé 20 milliards pour les services publics, 20 milliards pour le ravitaillement, 4 milliards pour les régions libérées, 12 milliards de démolition.

Pour les dépenses sociales de la guerre, on a dépensé, d'autre part, 19 milliards ; pour la dette, 20 milliards ; pour les services publics, 20 milliards ; pour le ravitaillement, 4 milliards ; pour les régions libérées, 12 milliards de démolition.

Des erreurs ont pu être commises, mais il faut aussi voir le résultat obtenu, et qui ne s'explique jamais à dénier au Parlement l'honneur d'avoir rendu la victoire possible.

Le ministre parut regretter que notre effort fiscal, pendant la guerre, n'ait pas commencé plus tôt :

Non seulement on ne créait pas des taxes, dit-il, mais on dégradaient les mobilisés, on n'a pu payer l'impôt sur le revenu. Les contribuables étaient d'ailleurs en grande partie mobilisés. Cette situation se prolongea jusqu'au milieu de 1916, date à laquelle intervint une série de mesures fiscales pour pourvoir aux charges des grands emprunts : ces mesures permirent d'obtenir 3 milliards 200 millions.

Ce fut ensuite une série de chiffres : produit des dépôts de fonds, des opérations de trésorerie avec les alliés, des obligations à court terme, des avances de la Banque de France, qui atteignent aujourd'hui 25 milliards 650 millions.

Pour les emprunts, leur produit effectif a été de 55.305 millions.

La situation présente

Arrivant à la situation présente, M. Klotz indiqua trois crises : crise budgétaire ; crise de trésorerie et crise économique.

Pour les budgets futurs, il faudra envisager désormais :

Les dépenses civiles et militaires nées des hostilités ;

Les dépenses extraordinaires et les programmes de réaménagement économique, en dehors de la restauration des régions libérées ;

Les dépenses à recouvrer sur l'Allemagne.

En face de ces dépenses, l'État ne disposera que des plus-values normales. Il apparaît donc encore nettement qu'il faut avoir recours à l'impôt.

Faites payer les riches ! cria M. Uhry, socialiste.

C'est l'ennemi qui doit payer le premier, avant même les riches, répliqua M. Klotz. Mais il faut que les impôts existants soient payés par ceux-là qui le doivent, par tous les citoyens, et que les impôts soient appliqués équitablement. Il faut enfin que l'argent mis par le contribuable à la disposition de la nation ne soit pas dilapidé, et que les administrations s'imposent, elles aussi, les restrictions nécessaires. Elles sont faites pour le public, et non le public pour elles.

— Ce n'est pas ce qui existe ! dit-on au centre.

M. Klotz constata que la guerre avait ruiné beaucoup de nos concitoyens.

taxe, et que nous sachions l'exiger par tous les moyens.

Ces paroles furent chaleureusement applaudies.

L'Allemagne peut et doit payer

Le ministre des Finances affirma ensuite que nos créances sur nos ennemis devaient être recouvrées.

Toute concession serait au détriment du contribuable français, dit-il.

Pour cela, interrompit M. André Lefèvre, il y a une condition essentielle, c'est de démanteler la boche !

La Chambre applaudit longuement.

M. Klotz déclara que, sans qu'elle d'écoule, il faudrait faire appel à tous les impôts directs et indirects ; il ne voulait pas les spécifier immédiatement, pour ne pas s'exposer, dit-il, à des tirs de barrage prématurés, comme cela s'est produit pour le projet de taxe sur les spectacles.

Mais il faut que le contribuable sache dès maintenant qu'il faut en prendre son parti. Le ministre examina les conséquences financières du traité de paix. La créance sur l'Allemagne est d'environ 200 milliards, et l'Allemagne peut et doit payer.

Quelle place les versements tiendront-ils dans les budgets de la France ? Sur la provision de 20 milliards de marks on les versements seront peu importants, étant donné le coût de l'occupation : on pourra cependant, par des prestations en nature, réparer de nombreux dommages.

Par la suite, les premières annuités pourraient être faibles ; il faudra donc que la France serve, provisoirement, de banquier à l'ennemi vaincu.

Revenant aux nouveaux impôts, M. Klotz ajouta qu'avant de les créer l'administration des Finances avait le devoir d'assurer l'équilibre au prix de sanctions pénales, le rendement des impôts existants.

Quelques explications sont nécessaires en ce qui concerne le rendement de l'impôt sur le revenu et sur les bénéfices de guerre. D'une part, une quantité importante de la matière imposable s'est déversée soit par fraude, soit par ignorance ; d'autre part, ces redevances sont considérables. Une enquête a été ouverte au ministère des Finances : une commission a été instituée pour examiner les mesures à prendre en vue d'améliorer le rendement des impôts.

Suspendue à 7 h. 40, la séance fut reprise à 9 heures du soir.

Lire la suite du compte rendu de la Chambre en page 3.

Le Sénat vote les crédits additionnels

Il discutera cet après-midi les douzièmes

Le Sénat a voté, hier, le projet de crédits additionnels applicables à l'exercice de 1919.

Les chapitres sur les régions libérées ont donné lieu à un échange d'observations entre M. Lucien Hubert, M. Henry Bérenger, commissaire aux dépenses ; M. Tardieu, ministre des Régions libérées, et M. Tournon.

Le Sénat discutera cet après-midi le projet de douzièmes, adopté par la commission des finances, avec une réduction globale de 100 millions sur le chiffre voté par la Chambre.

Le relèvement des tarifs des chemins de fer

M. Maurice Dutreil a déposé, hier, le rapport qu'il présente au nom de la commission des crédits sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser un nouveau relèvement temporaire des tarifs des chemins de fer.

Comme nous l'avons annoncé, ce relèvement pourra atteindre 115 0/0 pour les marchandises, et respectivement 55 0/0, 30 0/0 et 45 0/0 pour les voyageurs de 1^{re}, 2^e et 3^e classes.

En ce qui concerne les voyageurs, il se calculera sur les tarifs anciens, tels qu'ils existaient avant le relèvement, de 25 0/0 d'avril 1918, mais viendra s'ajouter à ce relèvement.

M. Maurice Dutreil conclut à l'adoption du projet. Il écrit toutefois dans son rapport :

Le public, qui paie et qui demain va payer davantage le prix de ses déplacements, ne peut en attendant qu'il soit bien servi, et le gouvernement a le devoir de lui donner satisfaction.

Le jour où les réclamations de toutes sortes cesseront, le jour où les trains partiront et arriveront régulièrement aux heures des horaires, le jour où les expéditeurs trouveront des wagons sans être obligés de s'adresser aux intermédiaires quelconques les plus intéressés de la région, les plaintes contre l'augmentation des tarifs tomberont d'elles-mêmes. Là est le but à atteindre, et tous les efforts de l'autorité compétente doivent y tendre.

Vous voyez, dit-il, que les tarifs sont élevés, mais que les trains partent et arrivent à l'heure.

Vous voyez, dit-il, que les tarifs sont élevés, mais que les trains partent et arrivent à l'heure.

Vous voyez, dit-il, que les tarifs sont élevés, mais que les trains partent et arrivent à l'heure.

Vous voyez, dit-il, que les tarifs sont élevés, mais que les trains partent et arrivent à l'heure.

Vous voyez, dit-il, que les tarifs sont élevés, mais que les trains partent et arrivent à l'heure.

Vous voyez, dit-il, que les tarifs sont élevés, mais que les trains partent et arrivent à l'heure.

Vous voyez, dit-il, que les tarifs sont élevés, mais que les trains partent et arrivent à l'heure.

Vous voyez, dit-il, que les tarifs sont élevés, mais que les trains partent et arrivent à l'heure.

Vous voyez, dit-il, que les tarifs sont élevés, mais que les trains partent et arrivent à l'heure.

Vous voyez, dit-il, que les tarifs sont élevés, mais que les trains partent et arrivent à l'heure.

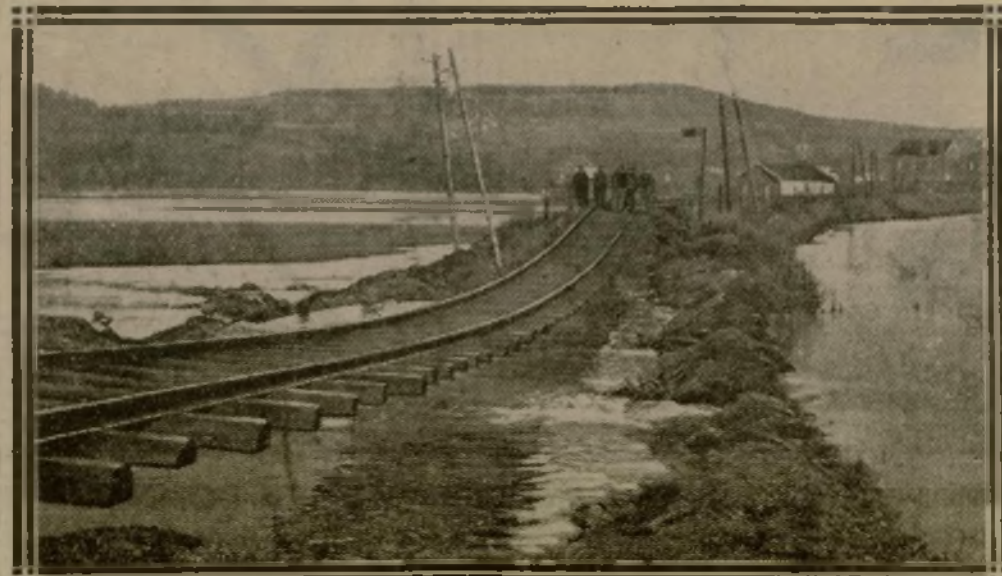
Vous voyez, dit-il, que les tarifs sont élevés, mais que les trains partent et arrivent à l'heure.

Vous voyez, dit-il, que les tarifs sont élevés, mais que les trains partent et arrivent à l'heure.

LES LIGNES DE CHEMINS DE FER COUPÉES PAR LES EAUX AUX ENVIRONS DE NANCY



DANS LA VALLEE DE CHAMPIGNEULLES ON VOIT, AU CENTRE, LA LIGNE DE NANCY A CHATEAU-SALINS COUVERTE PAR LA MEURTHE



LA LIGNE DE NANCY A NOMBENT DEVASTÉE PAR L'INONDATION (PHOTOGRAPHIES PRISES PAR L'ENVOYE SPECIAL D'EXCELSIOR)

Ayuntamiento de Madrid

par MARGUERITE AUDOUX

EN RUSSIE

LES TROUPES RÉGULIÈRES SE REPLIENT DEVANT LES BOLCHEVISTES

Les villes de Kharkov et Kleff sont abandonnées par le général Vrang-el. L'amiral Koltchak demande des secours aux Alliés.

THEATRES

LES ÉTUDES CHEZ SOI

L'École Universelle *par correspondance de Paris*

*permet de faire chez soi, dans le minimum de temps
et avec le minimum de frais, les études suivantes :*

*Études primaires et primaires supérieures complètes.
— Études secondaires complètes. — Préparation aux
brevets et baccalauréats, aux professorats, aux licen-
ces (lettres, sciences, droit), à toutes les grandes
écoles, aux emplois administratifs, aux carrières
industrielles (diplômes d'ingénieur, sous-ingénieur,
dessinateur), aux carrières commerciales (diplômes
d'administrateur commercial, de sténo-dactylographe,
comptable, représentant), etc., etc.*

*Aucun autre établissement d'enseignement ne peut
faire état d'autant de succès que*

L'École Universelle

*dont les élèves ont été reçus par milliers aux examens
et concours publics.*

L'École Universelle

10, rue Chardin, Paris (16^e)

*adresse gratuitement, sur simple demande,
sa brochure explicative n° 19.*